Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Daniel Brunelle, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-07-15

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Ville de Bécancour

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Bécancour (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations comparatives retraitées
Nous attirons l'attention sur la note 22 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été retraitées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l. (1)
Drummondville (Québec)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A125474

DATE 2019-07-18

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	25 408 908	25 677 024	25 090 016
Compensations tenant lieu de taxes	2	152 582	160 611	152 761
Quotes-parts	3	(37 471)	(30 823)	(28 666)
Transferts	4	1 631 132	4 907 828	2 924 962
Services rendus	5	464 940	1 336 928	1 268 226
Imposition de droits	6	264 500	739 160	469 998
Amendes et pénalités	7	85 000	110 749	136 615
Revenus de placements de portefeuille	8		186 198	144 643
Autres revenus d'intérêts	9	174 515	220 673	177 364
Autres revenus	10	119 560	427 513	247 327
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	28 263 666	33 735 861	30 583 246
Charges				
Administration générale	14	4 484 166	4 589 310	4 669 254
Sécurité publique	15	3 812 907	4 084 708	3 780 902
Transport	16	5 762 310	5 872 479	5 594 692
Hygiène du milieu	17	6 135 763	6 936 517	6 327 090
Santé et bien-être	18	90 000	76 006	93 400
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 302 532	2 321 975	2 091 348
Loisirs et culture	20	3 417 284	4 805 469	4 676 255
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 302 718	1 264 359	1 335 616
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	27 307 680	29 950 823	28 568 557
Excédent (déficit) de l'exercice	25	955 986	3 785 038	2 014 689
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		68 436 499	66 649 288
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(227 478)
Solde redressé	28		68 436 499	66 421 810
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		72 221 537	68 436 499

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 419 968	3 624 824
Débiteurs (note 5)	2	4 976 916	3 885 189
Prêts (note 6)	3	165 700	165 700
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 908 681	4 773 841
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	260 000	260 000
	8	13 731 265	12 709 554
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	22 369 504	8 148 742
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 720 004	5 398 011
Revenus reportés (note 12)	12	850 182	789 527
Dette à long terme (note 13)	13	43 516 411	47 048 018
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	940 664	978 821
	15	73 396 765	62 363 119
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(59 665 500)	(49 653 565)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	131 289 994	117 464 424
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	272 517	312 410
Autres actifs non financiers (note 17)	20	324 526	313 230
	21	131 887 037	118 090 064
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	72 221 537	68 436 499

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	955 986	3 785 038	2 014 689
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(8 225 315)	(19 243 143)	(12 184 954)
Produit de cession	3		144 912	45 444
Amortissement	4		5 352 222	5 205 033
(Gain) perte sur cession	5		(79 561)	(40 786)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(8 225 315)	(13 825 570)	(6 975 263)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		39 893	(16 355)
Variation des autres actifs non financiers	10		(11 296)	(12 068)
	11		28 597	(28 423)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 269 329)	(10 011 935)	(4 988 997)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(49 653 565)	(44 617 090)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(47 478)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(49 653 565)	(44 664 568)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(59 665 500)	(49 653 565)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 785 038	2 014 689
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 352 222	5 205 033
Autres			
- (Gain)immo /Réduc placement	3	(66 617)	(30 872)
- Subventions non encaissées	4	(138 867)	
	5	8 931 776	7 188 850
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(968 808)	514 424
Autres actifs financiers	7	96 867	
Créditeurs et charges à payer	8	(1 160 496)	333 452
Revenus reportés	9	60 655	450 568
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(38 157)	33 943
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	39 893	(16 355)
Autres actifs non financiers	13	(11 296)	(12 068)
	14	6 950 434	8 492 814
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(17 883 573)	(11 155 390)
Produit de cession	16	144 912	45 444
	17	(17 738 661)	(11 109 946)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(24 348)	(26 268)
Remboursement ou cession	19	4 279	27 704
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(607 685)	(613 086)
Cession	21	479 970	356 674
	22	(147 784)	(254 976)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 460 272	2 084 638
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 039 157)	(4 290 711)
Variation nette des emprunts temporaires	25	14 220 762	3 993 307
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	89 278	95 930
Autres			
-	27		
-	28		
	29	10 731 155	1 883 164
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(204 856)	(988 944)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 624 824	4 613 768
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 624 824	4 613 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 419 968	3 624 824

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers consolidés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- Association pour la Mise en valeur de la Rivière Gentilly Inc.
- Centre d'interprétation sur la diversité biologique du Québec
- Loisirs Gentilly Inc.
- Corporation Régionale de Bécancour
- Regroupement du Parc Récréotouristique

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, les subventions versées et autres dépenses de la Ville de Bécancour pour l'ensemble de ces organismes périmunicipaux sont de 781 134 $.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers consolidés, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville participe au partenariat suivant :

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska (ci-après « la Régie »). Elle s'engage à contribuer annuellement

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

au budget d'opération et d'administration de la Régie selon un pourcentage déterminé à partir du nombre d'unités de résidences, chalets et commerces de chaque municipalité membre. Tant que la Ville restera membre de la Régie, une quote-part devra être payée. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, la quote-part de la Ville de Bécancour s'élève à 755 837 $.

Autre partenariat

La Ville fait aussi partie de la MRC Bécancour, organisme régional composé de huit municipalités, une ville et trois paroisses. La MRC Bécancour est responsable de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'an 2018 est de 1 003 435 $.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Prêts
Les prêts sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Placements de portefeuille
Les placements à titre d'investissement sont évalués au coût et dévalués en cas de perte de valeur durable.

Les autres placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur.

b) Actifs non financiers

Immobilisations
Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon les méthodes, sur les durées et aux taux suivants :
Infrastructures : 10, 15, 20, 25 et 40 ans linéaire; 4%, 8% et 10% dégressif
Bâtiments : 20 et 40 ans linéaire; 4% et 10% dégressif
Améliorations locatives : 10 ans linéaire
Véhicules : 10 et 20 ans linéaire; 30% dégressif
Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans linéaire; 20% et 30% dégressif
Machinerie, outillage et équipements divers : 10, 20 et 40 ans linéaire; 20% dégressif
Autres : 10 ans linéaire

Dépréciation d'actifs non financiers
Les actifs non financiers comme les immobilisations sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque la conjoncture indique qu'ils ne peuvent plus contribuer à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services ou que des événements ou des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à sa valeur comptable. La perte de valeur est passée en charge au cours de l'exercice où elle est constatée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks
Les stocks sont évalués à la moindre valeur, représentée par le moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation est le coût de remplacement des stocks.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme
Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

E) Revenus

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception à la date de l'avis public annonçant le dépôt des rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

La Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement qu'à partir du moment où il y a eu vote des crédits à l'Assemblée Nationale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les autres revenus que les revenus de subventions sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées
La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : de la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit 16 ans (moyenne pondérée). L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Les dernières évaluations actuarielles datent du 31 décembre 2017.

Autres régimes (REER individuel, REER collectif et autres)
La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

-Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations
Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, la durée de vie utile des actifs à long terme, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

La Municipalité a adopté le chapitre SP2200, « Information relative aux apparentés » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit ce qu'on entend par un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

La Municipalité a adopté le chapitre SP3210, « Actifs » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre a pour objet de fournir des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans le chapitre SP1000, « Fondements conceptuels des états financiers », et d'établir des normes générales d'informations à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

fournir à leur sujet. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

La Municipalité a adopté le chapitre SP3320, « Actifs éventuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établi des normes relatives aux informations à fournir pour des catégories précises d'actifs éventuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

La Municipalité a adopté le chapitre SP3380, « Droits contractuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre a entrainé la divulgation d'informations. Ces inoformations sont décrites à la note 19 des états financiers.

La Municipalité a adopté le chapitre SP3420, « Opérations interentités » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés de la Ville au cours de la période considérée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 419 968	3 624 824
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	3 419 968	3 624 824
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 018 127	1 602 526
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 622 589	1 803 287
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 053 792	1 162 670
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 823 651	482 123
Organismes municipaux	15	3 438	19 376
Autres			
- Comptes à recevoir divers	16	468 895	417 733
- Intérêts à recevoir	17	4 551	
	18	4 976 916	3 885 189
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	109 317	148 388
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	109 317	148 388
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	10 872	10 872

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	123 066	123 066
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Fonds soutien Centre-du-Qc	26	42 634	42 634
-	27		
	28	165 700	165 700
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	52 640	45 515
Autres placements	31	4 856 041	4 728 326
	32	4 908 681	4 773 841
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les autres placements de la Ville sont composés d'un dépôts à terme d'un montant de 4 232 359 $ (4 153 444 $ en 2017), portant intérêt au taux de 2,25 % (1,9 % au 31 décembre 2017) et venant à échéance en septembre 2021 (septembre 2018 au 31 décembre 2017).

Les autres placements de la Régie sont constitués de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,30 % à 3,75 % (1,05 % à 1,75 % au 31 décembre 2017) et venant à échéance de février 2019 à octobre 2023 (février à octobre 2018 au 31 décembre 2017)

Les autres placements de Loisirs Gentilly sont constitués de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 0,50 % à 1,50 % (0,50 % à 1,50 % au 31 décembre 2017) et venant à échéance de janvier 2019 à novembre 2020 (janvier 2018 à novembre 2020 au 31 décembre 2017).

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(940 664)	(978 821)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(940 664)	(978 821)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	496 843	468 243
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	1 220	1 640
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	498 063	469 883

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	260 000	260 000
	46	260 000	260 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

10. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'emprunts bancaires et de prêts à terme d'un montant totalisant 44 317 377 $, dont un montant de 5 000 000 $ porte intérêt au taux préférentiel, 10 000 000 $ porte intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % et un montant de 29 317 377 $ porte intérêt au taux préférentiel moins 0,35 %. Les emprunt bancaires sont renégociables en avril et septembre 2019, à l'exception d'un emprunt bancaire de 5 000 000 $ qui n'a pas de date d'échéance.

Le Centre d'interprétation sur la biodiversité biologique du Québec dispose d'un emprunt temporaire autorisé au montant de 135 000 $ et portant intérêts au taux préférentiel majoré de 1,5 %, est garanti par une hypothèque mobilière au montant de 135 000 $ sur le régime d'épargne non-enregistré de la Fondation du Centre de la biodiversité de Bécancour, par un cautionnement de 85 000 $ de la Fondation du Centre de la biodiversité de Bécancour. L'Organisme dispose également d'une marge de crédit Solutions Libre-Affaires, autorisé au montant de 40 000 $ et portant intérêts au taux de 7,70 %. Les emprunts bancaires sont renégociables annuellement.

Le Regroupement du Parc Récréotouristique dispose d'un emprunt bancaire autorisé au montant de 50 000 $ portant intérêt au taux de 9,45%.

11. Créditeurs et charges à payer

		2018	2017
Fournisseurs	47	1 756 262	2 146 620
Salaires et avantages sociaux	48	379 869	375 293
Dépôts et retenues de garantie	49	2 235 973	1 191 479
Provision pour contestations d'évaluation	50	21 021	21 021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Frais courus	53	170 073	946 933
- Dû sur immobilisations	54	1 156 806	716 665
-	55		
-	56		
-	57		
	58	5 720 004	5 398 011

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	155 405	151 706
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	227 007	148 755
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	50 010	51 859
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- S.H.Q. Pyrrothite	68	365 015	410 402
- Autres	69	52 745	26 805
-	70		
-	71		
	72	850 182	789 527

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2018	2017
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,90	2019	2025	73	43 022 100	46 931 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		24 187
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	0,00	0,00	2019	2019	80	691 351	379 049
					81	43 713 451	47 334 336
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(197 040)	(286 318)
					83	43 516 411	47 048 018

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2018
2019	84	92	8 487 000	100		109	168 269	117	8 655 269
2020	85	93	2 981 000	101		110	104 718	118	3 085 718
2021	86	94	5 943 000	102		111	98 235	119	6 041 235
2022	87	95	8 459 100	103		112	67 769	120	8 526 869
2023	88	96	210 000	104		113	88 647	121	298 647
2024 et +	89	97	16 942 000	105		114	163 713	122	17 105 713
	90	98	43 022 100	106		115	691 351	123	43 713 451
Intérêts et frais accessoires				107	( )			124	( )
	91	99	43 022 100	108		116	691 351	125	43 713 451

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(55 923 002)	(44 901 619)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(3 742 498)	(4 751 946)
Autres	128	( )	( )
	129	(59 665 500)	(49 653 565)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	53 133 080	158	377 425	185		212	53 510 505
Eaux usées	131	33 685 689	159	1 697 660	186		213	35 383 349
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	52 098 404	160	1 564 790	187		214	53 663 194
Autres	133	11 664 934	161	1 010 007	188		215	12 674 941
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	22 166 303	163	576 704	190		217	22 743 007
Améliorations locatives	136	70 934	164		191		218	70 934
Véhicules	137	4 144 092	165	142 314	192	127 761	219	4 158 645
Ameublement et équipement de bureau	138	982 841	166	225 213	193		220	1 208 054
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 274 526	167	509 038	194	65 351	221	3 718 213
Terrains	140	1 332 662	168	306 574	195		222	1 639 236
Autres	141	1 311 458	169	941 038	196	7 558	223	2 244 938
	142	183 864 923	170	7 350 763	197	200 670	224	191 015 016
Immobilisations en cours	143	13 852 555	171	11 892 380	198		225	25 744 935
	144	197 717 478	172	19 243 143	199	200 670	226	216 759 951
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	28 730 403	173	1 155 183	200		227	29 885 586
Eaux usées	146	9 379 310	174	859 266	201		228	10 238 576
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	23 066 414	175	1 639 671	202		229	24 706 085
Autres	148	5 328 120	176	408 376	203		230	5 736 496
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	7 644 687	178	583 045	205		232	8 227 732
Améliorations locatives	151	70 934	179		206		233	70 934
Véhicules	152	2 938 174	180	213 417	207	127 761	234	3 023 830
Ameublement et équipement de bureau	153	528 511	181	149 786	208		235	678 297
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 802 208	182	235 786	209		236	2 037 994
Autres	155	764 293	183	107 692	210	7 558	237	864 427
	156	80 253 054	184	5 352 222	211	135 319	238	85 469 957
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	117 464 424					239	131 289 994
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Au cours de l'exercice, des immobilisations ont été acquises pour une somme de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

19 243 143 $ (12 184 954 $ en 2017), dont 1 156 806 $ (716 665 $ en 2017) sous forme de dû sur immobilisations, 1 540 785 $ (459 803 $ en 2017) sous forme de dépôts et retenues de garantie et 16 545 552 $ (11 008 486 $ en 2017) en espèces. Les déboursés de l'exercice relatifs aux acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 17 883 573 $ (11 155 390 $ en 2017) et comprennent, en plus des acquisitions en espèces de l'exercice, un montant de 716 665 $ (127 130 $ en 2017) et un montant de 621 356 $ (19 774 $ en 2017) relatifs respectivement au remboursement du dû sur immobilisations et au remboursement des dépôts et retenues de garantie de l'exercice antérieur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	324 526	313 230
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	324 526	313 230
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée par contrats de 3 ans à partir du 2 octobre 2017 pour l'entretien des chemins d'hiver. Le prix sera indexé en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour les années 2018 à 2020. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 s'établit à environ 2 625 861 $ et les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices sont d'environ : 2019: 1 449 517 $ et 2020: 1 176 344 $.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée du 23 septembre 2015 au 23 septembre 2020 pour l'enfouissement des déchets. Le tarif est de 61,55 $ /tonne métrique pour 2019. De plus, des redevances de 22,91 $ /tonne métrique sont également exigées, portant ainsi le total à 84,46 $ /tonne pour 2019. Le tarif est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicloet-Yamaska s'est engagée du 23 septembre 2015 au 23 septembre 2020 pour la cueillette et le transport des déchets. Le tarif annuel est de 784 050 $ (taxes non comprises) et est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée du 23 septembre 2015 au 23 septembre 2020 pour la cueillette, le transport et le tri de la collecte sélective. Le tarif annuel est de 1 052 456 $ (taxes non comprises) et est renouvelable annuellement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, la portion attribuable à la Ville dans les obligations de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'établit à 32,26 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour le prochain exercice.

19. Droits contractuels

La Ville a des ententes pour la fourniture d'eau potable en faveur de trois municipalités du territoire de la MRC de Bécancour. Les ententes prévoient un débit réservé maximal totalisant 332 880 mètres cubes annuellement pour les trois municipalités. La Ville facture par contre selon l'utilisation réelle. Pour l'exercice 2019, les tarifs prévus sont de 1,20 $ / mètres cubes.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

La Ville cautionne un emprunt de la Corporation de promotion et de développement de Bécancour pour un montant de 3 553 125$, ce cautionnement a été revu à la baisse par la Ville le 13 mai 2019 et est maintenant de 3 327 000 $. Au 31 décembre 2018, cet emprunt n'a pas encore été déboursé par l'institution financière. Il est impossible d'évaluer le montant que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de l'organisme.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice 2013, une demande d'indemnisation a été déposée auprès de la Ville par deux sociétés en lien avec l'émission de certificats d'autorisation et leur conformité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

au règlement de zonage de la Ville. Le montant des pertes réclamées à la Ville a été revu au cours des exercices précédents et totalise maintenant 4 993 726 $. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de cette action judiciaire et le montant que la Ville pourrait devoir verser advenant la validité de cette demande. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers consolidés.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, l'organisme Association pour la Mise en valeur de la Rivière Gentilly Inc., a constaté qu'il avait comptabilisé des sommes reçues à titre de revenu dans les années antérieures mais que ces sommes étaient plutôt une dette. De plus, l'organisme Loisirs Gentilly Inc. a constaté qu'un terrain aurait dû être retiré des immobilisations puisqu'il n'en est pas propriétaire. L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 a été de diminuer au 1er janvier 2017 l'excédent accumulé d'un montant de 227 478 $, les immobilisations d'un montant de 180 000 $, d'augmenter au 1er janvier 2017 la dette à long terme d'un montant de 47 478 $ et la dette nette d'un montant de 47 478 $.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques. Les organismes contrôlés Centre d'interprétation sur la diversité biologique du Québec, Loisirs Gentilly Inc., Association pour la mise en valeur de la Rivière Gentilly Inc. et Corporation Régionale de Bécancour sont exclus du budget consolidé puisqu'ils n'ont pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

25 **Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adopté au cours de l'exercice considéré.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	24 997 578	25 408 908	25 671 024			25 671 024
Compensations tenant lieu de taxes	2	152 761	152 582	160 611			160 611
Quotes-parts	3					725 014	(30 823)
Transferts	4	1 667 699	1 234 415	1 827 179		1 033 237	2 550 501
Services rendus	5	786 541	455 438	837 339		723 091	1 336 928
Imposition de droits	6	469 998	264 500	739 160			739 160
Amendes et pénalités	7	136 615	85 000	110 749			110 749
Revenus de placements de portefeuille	8	144 643		186 198			186 198
Autres revenus d'intérêts	9	169 421	160 000	210 198		10 475	220 673
Autres revenus	10	114 923	119 560	134 877		84 591	219 468
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	28 640 179	27 880 403	29 877 335		2 576 408	31 164 489
Investissement							
Taxes	13	92 438		6 000			6 000
Quotes-parts	14						
Transferts	15	85 438		1 376 653		1 228 391	2 357 327
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			108 651			108 651
Autres	18	55 225		99 394			99 394
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	233 101		1 590 698		1 228 391	2 571 372
	21	28 873 280	27 880 403	31 468 033		3 804 799	33 735 861
Charges							
Administration générale	22	4 509 951	4 337 073	4 395 077	151 702	42 531	4 589 310
Sécurité publique	23	3 533 864	3 565 673	3 837 700	247 008		4 084 708
Transport	24	3 717 828	3 920 893	3 944 033	1 928 446		5 872 479
Hygiène du milieu	25	3 790 912	3 701 895	4 437 484	2 080 353	1 174 517	6 936 517
Santé et bien-être	26	93 400	90 000	76 006			76 006
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 056 967	2 281 220	2 332 926	25 791	283 627	2 321 975
Loisirs et culture	28	3 487 162	2 877 671	3 451 921	571 969	1 242 344	4 805 469
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 335 616	1 302 718	1 256 136		8 223	1 264 359
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 918 052	4 847 274	5 005 269	(5 005 269)		
	33	27 443 752	26 924 417	28 736 552		2 751 242	29 950 823
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 429 528	955 986	2 731 481		1 053 557	3 785 038

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 429 528	955 986	2 731 481	1 053 557	3 785 038
Moins: revenus d'investissement	2	(233 101)	( )	(1 590 698)	(1 228 391)	(2 571 372)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 196 427	955 986	1 140 783	(174 834)	1 213 666
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 918 052	4 847 274	5 005 269	346 953	5 352 222
Produit de cession	5	40 850		143 338	1 574	144 912
(Gain) perte sur cession	6	(40 850)		(77 987)	(1 574)	(79 561)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 918 052	4 847 274	5 070 620	346 953	5 417 573
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	27 704		4 279		4 279
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	9 914		12 944		12 944
	15	37 618		17 223		17 223
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	21 345				
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 236 856)	(3 995 480)	(3 998 667)	(53 490)	(4 052 157)
	18	(4 215 511)	(3 995 480)	(3 998 667)	(53 490)	(4 052 157)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 360 189)	(1 736 780)	(1 224 558)	( )	(1 472 275)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	338 407		222 515		222 515
Réserves financières et fonds réservés	22	(84 853)	(71 000)	(154 699)		(154 699)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	42 968		47 895		47 895
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 063 667)	(1 807 780)	(1 108 847)		(1 356 564)
	26	(323 508)	(955 986)	(19 671)	293 463	26 075
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	872 919		1 121 112	118 629	1 239 741

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	233 101	1 590 698	1 228 391	2 571 372
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(183 754)	(226 616)	( )	(226 616)
Sécurité publique	3	(144 911)	(137 223)	( )	(137 223)
Transport	4	(4 456 523)	(3 839 480)	( )	(3 839 480)
Hygiène du milieu	5	(5 143 721)	(11 797 354)	( )	(11 797 354)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(203 454)	(745 465)	( )	(745 465)
Loisirs et culture	8	(401 663)	(837 342)	(1 659 663)	(2 497 005)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(10 534 026)	(17 583 480)	(1 659 663)	(19 243 143)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(26 268)	(24 348)	( )	(24 348)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 009 585		431 272	431 272
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 360 189	1 224 558		1 472 275
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 008 691	543 701		543 701
Réserves financières et fonds réservés	17	509 727	776 020		776 020
	18	3 878 607	2 544 279		2 791 996
	19	(4 672 102)	(15 063 549)	(1 228 391)	(16 044 223)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(4 439 001)	(13 472 851)		(13 472 851)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 780 139	2 914 241	505 727	3 419 968
Débiteurs (note 5)	2	3 208 419	4 498 172	478 744	4 976 916
Prêts (note 6)	3	165 700	165 700		165 700
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 198 959	4 284 999	623 682	4 908 681
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	835 000	738 133		260 000
	8	11 188 217	12 601 245	1 608 153	13 731 265
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 100 000	22 200 000	527 637	22 369 504
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 104 997	5 077 523	642 481	5 720 004
Revenus reportés (note 12)	12	762 722	797 437	52 745	850 182
Dette à long terme (note 13)	13	46 799 929	42 890 540	745 871	43 516 411
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	978 821	940 664		940 664
	15	60 746 469	71 906 164	1 968 734	73 396 765
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(49 558 252)	(59 304 919)	(360 581)	(59 665 500)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	112 661 380	125 174 240	6 115 754	131 289 994
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	312 410	272 517		272 517
Autres actifs non financiers (note 17)	20	295 943	301 124	23 402	324 526
	21	113 269 733	125 747 881	6 139 156	131 887 037
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 160 870	2 917 491	408 692	3 206 183
Excédent de fonctionnement affecté	23	3 354 621	1 952 896		1 952 896
Réserves financières et fonds réservés	24	1 716 502	1 096 495		1 096 495
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(38 509)	(33 626)	( )	(33 626)
Financement des investissements en cours	26	(8 373 758)	(21 847 923)		(21 847 923)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	65 891 755	82 357 629	5 369 883	87 847 512
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	63 711 481	66 442 962	5 778 575	72 221 537

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	6 813 397	6 601 724	7 141 897	6 939 213
Charges sociales	2	1 440 572	1 425 621	1 460 233	1 515 665
Biens et services	3	8 177 707	9 701 343	11 501 594	10 341 783
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 276 588	1 238 857	1 238 857	1 305 532
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 130	491	491	1 130
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	25 000	16 788	25 011	28 954
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	1 757 541	1 759 272	1 003 435	982 728
Transferts	10				221 863
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12	2 021 426	2 256 756	1 475 622	1 436 643
Autres	13	559 019	725 715	725 715	511 956
Amortissement des immobilisations	14	4 848 537	5 005 269	5 352 222	5 205 033
Autres					
- Autres	15	3 000	4 710	25 740	67 186
- Créances irrécouvrables	16	500	6	6	10 871
-	17				
	18	26 924 417	28 736 552	29 950 823	28 568 557

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23		
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	( )	( )
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 206 183	1 330 933
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 952 896	3 354 621
Réserves financières et fonds réservés	3	1 096 495	1 716 502
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(33 626)	(38 509)
Financement des investissements en cours	5	(21 847 923)	(8 373 758)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	87 847 512	70 446 710
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	72 221 537	68 436 499
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 917 491	1 160 870
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	288 692	170 063
	11	3 206 183	1 330 933
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Projets d'investissements	12	1 952 896	3 354 621
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 952 896	3 354 621
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 952 896	3 354 621
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Vidanges de boues	27	413 700	413 700
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	413 700	413 700
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	604 427	1 188 825
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	78 368	113 977
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	682 795	1 302 802
	48	1 096 495	1 716 502

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	(7 654)	(12 476)
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(7 654)	(12 476)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(111 600)	(164 378)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	(111 600)	(164 378)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	85 628	138 345
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80	85 628	138 345
	81	(33 626)	(38 509)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		61 617
Investissements à financer	83	(21 847 923)	(8 435 375)
	84	(21 847 923)	(8 373 758)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	131 289 994	117 464 424
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	165 700	165 700
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	52 640	45 515
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	131 508 334	117 675 639
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	131 508 334	117 675 639
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(43 516 411)	(47 048 018)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(197 040)	(286 318)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	109 317	148 388
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	111 600	164 378
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(43 492 534)	(47 021 570)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	(168 288)	(207 359)
	100	(43 660 822)	(47 228 929)
	101	87 847 512	70 446 710

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Bécancour, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2017, est un régime contributif. Jusqu'au 31 décembre 2016, la rente annuelle d'un participant est égale à 1,6 % de son salaire final moyen 5 ans pour les cadres et à 1,5 % de son salaire final moyen 5 ans pour les employés syndiqués. À compter du 1er janvier 2014 pour les employés syndiqués et du 1er janvier 2017 pour les cadres, le régime est de type salaire carrière indexé avec le crédit de rente du même pourcentage que pour le service avant 2017. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(978 821)	(944 878)
Charge de l'exercice	4	(496 843)	(468 243)
Cotisations versées par l'employeur	5	535 000	434 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(940 664)	(978 821)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	15 803 900	15 976 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(17 441 600)	(16 207 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 637 700)	(230 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	697 036	(748 021)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(940 664)	(978 821)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(940 664)	(978 821)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	15 803 900	15 976 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(17 441 600)	(16 207 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(1 637 700)	(230 800)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 057 900	954 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		(6 800)
	20	1 057 900	947 700
Cotisations salariales des employés	21	(505 800)	(424 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	552 100	523 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(67 457)	(64 457)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	484 643	458 743
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	847 100	774 300
Rendement espéré des actifs	33	(834 900)	(764 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	12 200	9 500
Charge de l'exercice	35	496 843	468 243

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(757 000)	927 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(834 900)	(764 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(1 591 900)	162 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	214 300	(116 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	456 300	268 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	16	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	4,90 %	5,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,10 %	5,15 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,10 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,10 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements

La Régie contribue à un REER de deux employé pour un montant équivalent à la contribution de celui-ci et ce jusqu'à un maximum de 5 % de sa rémunération.

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	1 220	1 640

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115		

Description du régime

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	17 758 164	17 972 344	17 972 344	17 398 037
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3		7 910	7 910	
Activités d'investissement	4		6 000	6 000	92 438
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	81 340	82 742	82 742	81 562
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	17 839 504	18 068 996	18 068 996	17 572 037
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 018 000	1 965 604	1 965 604	1 946 546
Égout	11	505 500	519 226	519 226	506 801
Traitement des eaux usées	12	250 000	267 724	267 724	266 767
Matières résiduelles	13	760 000	765 504	765 504	760 723
Autres					
- Service d'éclairage	14		300	300	300
- Cours d'eau	15		19 382	19 382	
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 500	69 337	69 337	66 049
Service de la dette	18	876 332	847 737	847 737	834 555
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	4 452 332	4 454 814	4 454 814	4 381 741
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	3 117 072	3 153 214	3 153 214	3 136 238
Autres	24				
	25	3 117 072	3 153 214	3 153 214	3 136 238
	26	7 569 404	7 608 028	7 608 028	7 517 979
	27	25 408 908	25 677 024	25 677 024	25 090 016

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	6 622	11 128	11 128	6 622
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30	11 136	11 136	11 136	11 136
Compensations pour les terres publiques	31	1 006	1 006	1 006	1 006
	32	18 764	23 270	23 270	18 764
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	9 194	9 492	9 492	9 349
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	65 849	67 977	67 977	65 884
	36	75 043	77 469	77 469	75 233
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	93 807	100 739	100 739	93 997
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	54 085	55 182	55 182	54 074
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45	54 085	55 182	55 182	54 074
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47	4 690	4 690	4 690	4 690
	48	4 690	4 690	4 690	4 690
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	152 582	160 611	160 611	152 761

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56	3 800	41 770	41 770	85 960
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	38 807	85 999	85 999	46 807
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	45 644	91 288	91 288	45 643
Réseau de distribution de l'eau potable	69	227 728	227 728	227 728	227 728
Traitement des eaux usées	70	636 934	636 935	636 935	664 660
Réseaux d'égout	71	39 625	39 624	39 624	39 623
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73			332 100	304 385
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84	2 048	469 630	469 630	287 486
Promotion et développement économique	85			55 764	6 391
Autres	86		12 281	12 281	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	137 952	121 710	320 216	279 046
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	55 647	56 735	56 735	36 341
Autres	89	46 230	43 479	180 431	132 721
Réseau d'électricité	90				
	91	1 234 415	1 827 179	2 550 501	2 156 791

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		1 234 812	1 234 812	
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		11 077	11 077	
Réseau de distribution de l'eau potable	108		67 480	67 480	
Traitement des eaux usées	109		18 619	18 619	
Réseaux d'égout	110		44 665	44 665	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				80 438
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				5 000
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				53 516
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126			330 594	267 690
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128			650 080	361 527
Réseau d'électricité	129				
	130		1 376 653	2 357 327	768 171

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135				
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Partage des revenus du cannabis	138				
Autres	139				
	140				
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 234 415	3 203 832	4 907 828	2 924 962

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	142				
Évaluation	143				
Autres	144			45	45
	145			45	45
Sécurité publique					
Police	146				
Sécurité incendie	147	40 000	254 231	254 231	278 907
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150	40 000	254 231	254 231	278 907
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152	10 000	13 209	13 209	10 560
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156	10 000	13 209	13 209	10 560
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	65 000	125 585	125 585	63 010
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159	5 000	6 575	6 575	10 320
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161		1 500	5 179	5 270
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162			1 332	1 129
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165	1 500			
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168			6 345	13 608
	169	71 500	133 660	145 016	93 337
Santé et bien-être					
Logement social	170				
Autres	171				
	172				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	173				
Rénovation urbaine	174				
Promotion et développement économique	175			4 280	13 200
Autres	176				
	177			4 280	13 200
Loisirs et culture					
Activités récréatives	178				
Activités culturelles					
Bibliothèques	179				
Autres	180				
	181				
Réseau d'électricité	182				
	183	121 500	401 100	416 781	396 049

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	184				
Évaluation	185				
Autre	186	5 000	5 090	5 090	5 000
	187	5 000	5 090	5 090	5 000
Sécurité publique					
Police	188				
Sécurité incendie	189				
Sécurité civile	190				
Autres	191		3 500	3 500	
	192		3 500	3 500	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	193				
Enlèvement de la neige	194	1 000	709	709	1 015
Autres	195				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	196				
Transport adapté	197				
Transport scolaire	198				
Autres	199				
Autres	200				1 218
	201	1 000	709	709	2 233
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202				
Réseau de distribution de l'eau potable	203	30 000	43 554	43 554	44 381
Traitement des eaux usées	204				
Réseaux d'égout	205		16 710	16 710	5 254
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	206		5 643	5 643	4 991
Matières recyclables	207				
Autres	208	2 000			
Cours d'eau	209				
Protection de l'environnement	210				
Autres	211			257	876
	212	32 000	65 907	66 164	55 502
Santé et bien-être					
Logement social	213				
Sécurité du revenu	214				
Autres	215				
	216				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	217				
Rénovation urbaine	218				
Promotion et développement économique	219	5 000	60 288	70 289	74 390
Autres	220	500			
	221	5 500	60 288	70 289	74 390
Loisirs et culture					
Activités récréatives	222	278 858	290 446	617 731	596 493
Activités culturelles					
Bibliothèques	223	11 580	9 673	9 673	12 977
Autres	224		626	146 991	125 582
	225	290 438	300 745	774 395	735 052
Réseau d'électricité	226				
	227	333 938	436 239	920 147	872 177
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	455 438	837 339	1 336 928	1 268 226

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	30 500	54 857	54 857	41 226
Droits de mutation immobilière	230	225 000	673 253	673 253	411 322
Droits sur les carrières et sablières	231				
Autres	232	9 000	11 050	11 050	17 450
	233	264 500	739 160	739 160	469 998
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	85 000	110 749	110 749	136 615
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235		186 198	186 198	144 643
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	160 000	210 198	220 673	177 364
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		77 987	79 561	40 786
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240		108 651	108 651	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242	109 000	20 639	20 639	20 831
Autres contributions	243		19 709	27 509	12 968
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	10 560	115 936	191 153	172 742
	246	119 560	342 922	427 513	247 327
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	247				

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	392 870	363 666		363 666	368 201	360 504
Greffe et application de la loi	2	517 702	504 729		504 729	504 729	610 052
Gestion financière et administrative	3	1 375 281	1 416 772	103 577	1 520 349	1 558 345	1 574 794
Évaluation	4	217 827	217 774		217 774	217 774	217 923
Gestion du personnel	5	122 201	166 471		166 471	166 471	222 129
Autres							
- Autres	6	1 711 192	1 725 665	48 125	1 773 790	1 773 790	1 683 852
-	7						
	8	4 337 073	4 395 077	151 702	4 546 779	4 589 310	4 669 254
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 223 150	2 355 636		2 355 636	2 355 636	2 247 830
Sécurité incendie	10	1 154 778	1 287 430	239 815	1 527 245	1 527 245	1 322 475
Sécurité civile	11	142 745	150 642	7 193	157 835	157 835	190 162
Autres	12	45 000	43 992		43 992	43 992	20 435
	13	3 565 673	3 837 700	247 008	4 084 708	4 084 708	3 780 902
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 305 156	1 077 789	1 693 180	2 770 969	2 770 969	2 746 774
Enlèvement de la neige	15	1 590 110	1 736 774	27 659	1 764 433	1 764 433	1 472 348
Éclairage des rues	16	133 399	115 462	20 963	136 425	136 425	137 368
Circulation et stationnement	17	179 364	177 226		177 226	177 226	169 107
Transport collectif							
Transport en commun	18	112 485	112 485		112 485	112 485	107 327
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	600 379	724 297	186 644	910 941	910 941	961 768
	22	3 920 893	3 944 033	1 928 446	5 872 479	5 872 479	5 594 692

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	909 773	1 050 632	202 971	1 253 603	1 253 603	1 217 511
Réseau de distribution de l'eau potable	24	903 998	1 030 326	777 450	1 807 776	1 807 776	1 703 651
Traitement des eaux usées	25	348 158	778 020	248 690	1 026 710	1 026 710	612 046
Réseaux d'égout	26	215 321	225 622	803 122	1 028 744	1 028 744	1 019 601
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	181 491	804 604		804 604	310 380	323 898
Élimination	28	213 610				323 868	337 598
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	296 879				436 013	414 413
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	55 206				87 650	70 579
Traitement	32					2 057	2 455
Matériaux secs	33						
Autres	34					10 535	13 802
Plan de gestion	35	460					
Autres	36	64 239				3 190	43 172
Cours d'eau	37	35 484	62 630	37 123	99 753	99 753	40 163
Protection de l'environnement	38	92 449	56 321	2 701	59 022	59 022	72 230
Autres	39	384 827	429 329	8 296	437 625	487 216	455 971
	40	3 701 895	4 437 484	2 080 353	6 517 837	6 936 517	6 327 090
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	90 000	76 006		76 006	76 006	93 400
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	90 000	76 006		76 006	76 006	93 400
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	677 564	579 412	2 803	582 215	582 215	647 681
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	566 689	733 945	142	734 087	734 087	516 174
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	654 748	485 123		485 123	485 123	423 963
Tourisme	49	382 219	517 682	22 846	540 528	503 786	502 862
Autres	50		16 764		16 764	16 764	668
Autres	51						
	52	2 281 220	2 332 926	25 791	2 358 717	2 321 975	2 091 348

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	445 899	491 367	115 422	606 789	606 789	593 641
Patinoires intérieures et extérieures	54	444 466	500 919	131 012	631 931	631 931	597 313
Piscines, plages et ports de plaisance	55	49 544	67 342	37 229	104 571	104 571	77 479
Parcs et terrains de jeux	56	872 566	965 104	181 681	1 146 785	1 137 942	1 124 825
Parcs régionaux	57	47 277	252 427		252 427	548 717	548 785
Expositions et foires	58	113 203	110 971		110 971	110 971	87 896
Autres	59	13 320	19 828	887	20 715	93 433	171 553
	60	1 986 275	2 407 958	466 231	2 874 189	3 234 354	3 201 492
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	130 593	123 678	14 866	138 544	138 544	147 126
Bibliothèques	62	432 513	444 150	54 434	498 584	498 584	465 379
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	177 850	201 923	36 438	238 361	238 361	427 099
Autres	65	150 440	274 212		274 212	695 626	435 159
	66	891 396	1 043 963	105 738	1 149 701	1 571 115	1 474 763
	67	2 877 671	3 451 921	571 969	4 023 890	4 805 469	4 676 255
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 132 718	1 122 375		1 122 375	1 122 375	1 161 451
Autres frais	70	145 000	116 973		116 973	116 973	145 211
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		12 200		12 200	12 200	9 500
Autres	72	25 000	4 588		4 588	12 811	19 454
	73	1 302 718	1 256 136		1 256 136	1 264 359	1 335 616
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	4 847 274	5 005 269	(5 005 269)			

22-3

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 383 756	2 383 756	954 329
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 392 959	1 392 959	680 762
Usines et bassins d'épuration	3	6 625 801	6 625 801	1 638 332
Conduites d'égout	4	1 339 366	1 339 366	1 862 679
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 366 138	3 366 138	4 107 809
Ponts, tunnels et viaducs	7			13 150
Systèmes d'éclairage des rues	8	5 488	5 488	
Aires de stationnement	9	214 971	214 971	13 510
Parcs et terrains de jeux	10	457 059	457 059	202 070
Autres infrastructures	11	91 680	240 325	916 564
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	123 105	670 872	837 159
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	245 557	253 612	335 457
Ameublement et équipement de bureau	18	88 579	100 312	125 182
Machinerie, outillage et équipement divers	19	415 544	417 969	268 542
Terrains	20	783 809	783 809	210 654
Autres	21	49 668	990 706	18 755
	22	17 583 480	19 243 143	12 184 954

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	1 911 735	1 911 735	380 155
Usines de traitement de l'eau potable	24	1 392 959	1 392 959	680 762
Usines et bassins d'épuration	25	6 625 801	6 625 801	1 638 332
Conduites d'égout	26	80 643	80 643	331 547
Autres infrastructures	27	2 719 273	2 867 918	3 530 580
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	472 021	472 021	574 174
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 258 723	1 258 723	1 531 132
Autres infrastructures	32	1 416 063	1 416 063	1 722 523
Autres immobilisations	33	1 706 262	3 217 280	1 795 749
	34	17 583 480	19 243 143	12 184 954

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	113 977	1 314	36 923	78 368
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 586 079		691 674	7 894 405
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	33 733 946	429 958	2 275 041	31 888 863
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	42 434 002	431 272	3 003 638	39 861 636
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	148 388		39 071	109 317
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	148 388		39 071	109 317
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	148 388		39 071	109 317
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	4 751 946		1 009 448	3 742 498
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 900 334		1 048 519	3 851 815
	19	47 334 336	431 272	4 052 157	43 713 451
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	47 334 336	431 272	4 052 157	43 713 451

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	43 087 580
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	21 847 923
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	78 368
Débiteurs	9	109 317
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	3 742 498
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
- Financer autre que emprunt	13	338 808
- Revenus futurs, FEPTEU, TECQ	14	9 235 089
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	51 431 423
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	625 871
Endettement net à long terme	17	52 057 294
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	70 274
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	52 127 568
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	52 127 568
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	215 027	215 027	215 027	215 028
Autres	3	345 839	346 684	346 684	246 570
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	14 006	14 041	14 041	13 638
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	756 052	755 837		333
Cours d'eau	13	35 484	35 573	35 573	2 841
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	96 008	96 248	96 248	171 531
Rénovation urbaine	19	(2 830)	(2 837)	(2 837)	(6 204)
Promotion et développement économique	20	254 748	255 384	255 384	287 247
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	43 207	43 315	43 315	51 744
Réseau d'électricité	24				
	25	1 757 541	1 759 272	1 003 435	982 728

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1	220 279	325 006
Charges sociales	2	51 255	69 013
Biens et services	3	16 819 011	10 042 267
Frais de financement	4	492 935	97 740
Autres	5		
	6	17 583 480	10 534 026

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	20,00	32,50	32 202,00	1 807 670	406 465	2 214 135
Professionnels	2						
Cols blancs	3	34,00	32,50	56 701,00	1 557 573	349 359	1 906 932
Cols bleus	4	41,00	40,00	86 018,00	2 624 233	635 292	3 259 525
Policiers	5						
Pompiers	6	10,00	32,50	16 928,00	588 459	68 000	656 459
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	105,00		191 849,00	6 577 935	1 459 116	8 037 051
Élus	9	7,00			244 068	17 760	261 828
	10	112,00			6 822 003	1 476 876	8 298 879

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	91 288		11 077		102 365
Réseau de distribution de l'eau potable	13	227 728		67 479		295 207
Traitement des eaux usées	14	636 935		18 619		655 554
Réseaux d'égout	15	39 624		44 665		84 289
Autres	16	829 085		1 237 332		2 066 417
	17	1 824 660		1 379 172		3 203 832

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 651	9 956
	4	1 651	9 956
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	96 165	98 787
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	96 165	98 787
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	258 455	273 699
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	155 559	165 126
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	414 014	438 825
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	40 518	40 722
Réseau de distribution de l'eau potable	17	356 677	371 216
Traitement des eaux usées	18	30 242	44 284
Réseaux d'égout	19	198 347	208 321
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	625 784	664 543
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	4 776	5 462
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	4 776	5 462
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	100 465	104 010
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	13 281	14 033
Autres	38		
	39	113 746	118 043
Réseau d'électricité	40		
	41	1 256 136	1 335 616

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Croteau Fernand - Ville de Bécancour	18 293	9 147
Croteau Fernand - MRC	1 950	975
Dubois Jean-Guy - Ville de Bécancour	63 497	16 595
Dubois Jean-Guy - MRC	3 437	1 588
Gagné Mario - Ville de Bécancour	21 769	10 884
Moras Pierre - Ville de Bécancour	18 293	9 147
Pratte Carmen - Ville de Bécancour	18 293	9 147
St-Onge Raymond - Ville de Bécancour	18 933	9 467
St-Onge Raymond - MRC	1 800	900
Vouligny Denis - Ville de Bécancour	18 293	9 147
Vouligny Denis -Régie interm.déchets BNY	4 029	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**	**NON**	**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2	X	3	4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	78 251 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**	**NON**
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 / 11	X	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2018	12	342 906 $	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	207 000 $	
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 / 15	X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	43 180 $	
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 / 18	X	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	19	128 642 $	
b) autres formes d'aide	20	$	
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21		
Facteur comparatif de 2018	22		
Valeur uniformisée	23		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du V*olet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 24 — 42 192 $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	1 690 598 $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	1 370 476 $
b) Dépenses d'investissement	27	$
c) Total des frais encourus admissibles	28	3 061 074 $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	29	19-181
b) Date d'adoption de la résolution	30	2019-06-03

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au conseil municipal de
Ville de Bécancour

Opinion
Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Bécancour (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état
La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l. (1)
Drummondville (Québec)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A125474

DATE 2019-07-18

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	25 677 024
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 902 169		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	191 048
Déduire			
Taxes d'affaires		5	3 153 214
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	3 296 242
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	69 337
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	19 349 279

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 720 792 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 741 888 600
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 731 340 600

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | 1 | , | 1 | 1 | 7 | 6 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	18 947 398
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	81 340
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	19 028 738
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 018 000
Égout	11	518 000
Traitement des eaux usées	12	253 500
Matières résiduelles	13	788 000
Autres		
- Éclairage	14	300
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 500
Service de la dette	18	859 952
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 480 252
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	3 088 849
Autres	24	
	25	3 088 849
	26	7 569 101
	27	26 597 839

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	6 622
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	11 136
Compensations pour les terres publiques	4	1 006
	5	18 764
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	10 118
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	70 362
	9	80 480
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	99 244
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	54 085
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	54 085
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	4 690
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	4 690
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	158 019

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	No	Assiette d'application imposable		No	Taux adopté	No	Revenus bruts	No	Crédits/ Dégrèvements	No	Dotation à la provision	No	Autres ajustements	No	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière															
Taxes générales															
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3									
Taxe foncière générale (taux variés)															
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	926 496 369	x	5	0,9000 /100$	6	8 338 467								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	55 870 484	x	8	0,9500 /100$	9	527 976								
Immeubles non résidentiels	10	211 739 797	x	11	/100$	12									
Immeubles industriels	13	370 417 200	x	14	/100$	15									
Terrains vagues desservis															
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18									
Autres	19	23 082 800	x	20	0,9000 /100$	21	207 745								
Immeubles agricoles	22	203 241 300	x	23	0,7100 /100$	24	1 445 046								
Total						25	10 519 234	26	(783 427)	27	( )	28	9 211 591	29	18 947 398
Taxes spéciales															
Service de la dette (taux unique)	30		x	31	/100$	32									
Service de la dette (taux variés)															
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35									
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38									
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41									
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44									
Terrains vagues desservis															
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47									
Autres	48		x	49	/100$	50									
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53									
Total						54		55	( )	56	( )	57		58	

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58
	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 53 280 820	x	60 6,0000	%	61 3 196 849	62 (108 000)	63 ( )	64	65 3 088 849

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	195,00$
Égout	2	100,00$
Eau et égout	3	,$
Traitement des eaux usées	4	50,00$
Matières résiduelles	5	137,50$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Taxes d'affaires	6,0000	6	
Compteur d'eau	0,4500	5	
Centre communautaire de Précieux-Sang	0,0105	1	
Chalet de service de Gentilly	0,0100	1	
Patinoire couverte de St-Grégoire	0,0091	1	

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	26 597 839
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	943 563	2	
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	69 864
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	79 065
Déduire			
Taxes d'affaires		5	3 088 849
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	3 352 840
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	42 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	20 262 579

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 1 790 847 950

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 12 1 , 1315 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 224 997	6 537 665		207 745	527 976	1 445 046
De secteur	2	13 454	851		776	4 274	13 952
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	14 619	258		120 393	16 769	1 901
Autres	5	236 082	668 900			372 008	35 770
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6	840 085	2 248 764				
Autres	7						
	8	3 329 237	9 456 438		328 914	921 027	1 496 669

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	7 751 518	252 451		18 947 398
De secteur	10	46 333	1 700		81 340
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	704 077	1 935		859 952
Autres	13	2 178 477	86 563		3 577 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				3 088 849
Autres	15				
	16	10 680 405	342 649		26 555 339

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4		5	X
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7		8	X
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9	X	10		11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						

Immeubles non résidentiels (commerces) 211 739 797 taux 1.19 $
Immeubles industriels (moins de 5 M) 35 560 700 taux 1.59 $
Immeubles industriels (supérieur à 5 M) 334 856 500 taux 1.83 $

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13		14	X
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	980 946 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	28 195 427 $
6.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	3 872 480 $
7.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 575 993 $
8.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	$
9.	Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-18

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Daniel Brunelle , atteste que le rapport financier consolidé
de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2019-08-05.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Bécancour.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Bécancour consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Bécancour détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-07-18 13:17:20

Date de transmission au Ministère : 2019/08/06